

Bulletin d'information  
n° 98 / juin 2016

## **Massacre de Marikana : les victimes demandent justice**

Il y a quatre ans, la police a abattu trente-quatre mineurs près de la mine de platine de Lonmin, en Afrique du Sud, alors qu'ils faisaient grève pour obtenir de meilleurs salaires. Selon la commission nationale d'enquête, l'exploitante de la mine, Lonmin, est coresponsable du massacre. L'essentiel du platine extrait à Marikana est destiné à l'allemande BASF, principale fabricante de catalyseurs pour autos, et BASF Metals Limited, à Zoug, négocie une grande partie de ce métal. De par sa valeur, le platine représente de loin la plus forte proportion des importations suisses en provenance d'Afrique du Sud.

Ntombizolile Mosebetsane et Agnes Makopano Thelejane, veuves de deux des victimes de Marikana, sont venues en Suisse avec une délégation sud-africaine. Elles se sont rendues à Zoug, afin de remettre à BASF Metals Limited une demande de dédommagement pour les familles des mineurs assassinés, puisque BASF se dit responsable de toute sa chaîne d'approvisionnement. Nul ne voulant les recevoir, les veuves ont dû confier leur missive à la boîte aux lettres.



Le massacre de Marikana a beaucoup occupé Sandra Julius, qui a assuré la suppléance au SOLIFONDS de mi-juillet 2015 à mi-mai 2016. La visite à Zoug fut d'ailleurs sa dernière grande intervention. Nous remercions Sandra pour son travail et lui souhaitons plein succès à l'avenir, soit tout d'abord pendant son séjour à l'alpage...

SOLIFONDS  
Quellenstrasse 25  
Case postale  
CH-8031 Zurich  
Tél. 044 272 60 37  
Fax 044 272 11 18  
mail@solifonds.ch  
www.solifonds.ch  
CP 80-7761-7

## **Créer des alternatives face à la volonté de destruction**

# **Au Kurdistan du Nord, les habitants luttent pour leur autodétermination**



Diyarbakir : des femmes construisent des barricades contre les attaques de l'armée.

Photo : MEH

Dans un entretien avec des journalistes du quotidien *Le Courrier*, Ozturk Turkdogan, président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), a décrit la situation actuelle au Kurdistan comme suit : « Dans un passé proche, le processus de paix a soulevé un grand espoir, mais l'Etat turc n'a pas tenu ses promesses. Aujourd'hui, le gouvernement a entrepris une guerre contre le peuple kurde avec la complicité silencieuse de l'Europe. » Selon lui, l'armée turque aurait tué 353 civils et en aurait blessé 246 autres au cours du premier trimestre de cette année. Plus d'un demi-million de personnes ont dû fuir de chez elles. Les militaires ont mis le feu à des milliers d'hectares de forêts et de paysages ruraux, bombardé et démoli des quartiers entiers de villes kurdes. Le centre historique de Diyarbakir, Sur, a par exemple été complètement détruit. Le gouvernement national entend s'approprier cette zone, la reconstruire et revendre le tout à de riches investisseurs. Ozturk Turkdogan n'hésite pas à conclure : « A terme, l'Etat turc veut vider le Kurdistan de sa population. »

Durant l'été 2015, les habitants des grandes villes et des communes du Kurdistan du Nord (*Bakur* en kurde) ont réagi à ces attaques et déclaré leur autonomie administrative. Depuis 2007, le Congrès pour une société démocratique (DTK) forme en effet une structure politique qui englobe mouvements sociaux, associations, comités, syndicats et administrations communales. Dans les communes qui s'administrent elles-mêmes, les gens collaborent afin d'instaurer une démocratie directe, de s'affranchir du système patriarcal, d'établir l'égalité de sexes, de pratiquer une économie solidaire et d'induire un changement en faveur de l'environnement.

Le Mouvement écologiste de Mésopotamie (MEH) et l'Initiative citoyenne pour le sauvetage de Hasankeyf (HYG) œuvrent pour préserver les moyens de subsistance. Car « la lutte pour la nature fait partie de la lutte pour une société démocratique, libérée et émancipatrice », affirme le mouvement écologiste. Le SOLIFONDS soutient cette lutte pour la préservation des moyens d'existence, afin que l'Etat turc ne puisse réaliser son intention de dépeupler le Kurdistan.

## **Démocratie participative et égalité des sexes**

*Outre l'écologie, le Congrès pour une société démocratique, fondé en 2007 au Kurdistan du Nord, mise sur deux valeurs fondamentales – démocratie participative et égalité des sexes – dans ses efforts pour instaurer une nouvelle société fondée sur la démocratie. Sa structure repose sur les comités de quartier, dont les délégués forment des comités de ville, qui envoient à leur tour des représentants au sein des comités de province. Ceux-ci nomment enfin les députés au congrès du peuple. Autre pièce maîtresse de ce régime participatif, toutes les fonctions dirigeantes doivent impérativement être assumées conjointement par un homme et par une femme.*

*Le Congrès pour une société démocratique accorde en effet une importance décisive à l'éradication des structures patriarcales. L'émancipation des femmes et l'égalité des droits et des chances sont intégrées dans tous les domaines, que ce soit l'écologie, l'économie ou les activités de formation. Le mouvement remet en question les structures familiales traditionnelles et mène des campagnes contre la violence sexiste ou le mariage forcé. Il réserve une place centrale à la formation des femmes, celle-ci comprenant par exemple l'alphabétisation, l'émancipation économique, le renforcement de la conscience de soi et la santé.*

*Dans les villes où la majorité du législatif ainsi que le maire ou la mairesse sont membres du Parti démocratique des régions (DBP), intégré au Parti démocratique des peuples (HDP) au niveau national, des conseils des femmes ont obtenu des succès marquants. Ils ont ainsi convenu avec l'administration locale que les hommes coupables de violence domestique seraient sanctionnés. Plusieurs villes possèdent désormais un centre pour femmes, qui permet à ces dernières de sortir de chez elles et de s'entretenir avec d'autres femmes. Les centres leur proposent également des cours et offrent un soutien psychologique, social et juridique aux femmes victimes de violence.*

## **L'autodétermination : démocratie participative, égalité des droits et écologie**

Appartenant au Congrès pour une société démocratique (DTK), le Mouvement écologiste de Mésopotamie (MEH) et l'Initiative citoyenne pour le sauvetage de Hasankeyf (HYG) défendent l'autodétermination du peuple kurde. Une économie respectueuse de l'environnement est l'un des piliers centraux du programme politique du DTK, car le mode de production des denrées alimentaires et le respect de la nature vont de pair avec le domaine social (travail communautaire, autoapprovisionnement) et la politique (souveraineté alimentaire, pas d'agriculture industrielle). Le MEH ne manque d'ailleurs pas de le souligner : « En voulant instaurer une société écologique, notre mouvement vise certes à préserver la nature, les écosystèmes et la biodiversité, de même qu'à atténuer le changement climatique. Mais il souhaite tout autant défendre les structures humaines et solidaires de la société actuelle. » Les trois campagnes décrites ci-après s'inscrivent dans cette stratégie.



Silvan, automne 2015 : malgré le couvre-feu, les gens sont descendus dans la rue et obtenu la levée de l'état de siège imposé par l'armée. Photo : MEH

### **Autosubsistance et liens sociaux**

Au Kurdistan du Nord, beaucoup d'habitants des campagnes mais aussi des villes ont assuré leur approvisionnement en cultivant eux-mêmes des aliments. Les couvre-feux, qui ont paralysé de nombreuses villes durant des semaines à partir de 2015, les expulsions et la politique de la terre brûlée ont anéanti ce système d'autosuffisance.

Des comités pour les semences, l'agriculture et l'alimentation mis sur pied dans les communes autoadministrées ont pour tâche de restaurer l'autoapprovisionnement de la population. La première étape consiste à multiplier et à distribuer des semences non hybrides. Collaborant avec les habitants de Diyarbakir, le MEH a déjà aménagé trois potagers de quartier de 25 ares chacun et prévoit de cultiver des semences et des denrées alimentaires en banlieue, sur un terrain de 30 hectares mis à disposition par l'administration de la ville. Le travail est assuré sur une base communautaire et le projet comprend aussi des ateliers destinés aux enfants, afin d'enseigner les modes de culture écologiques aux jeunes générations. La campagne pour l'autosubsistance vise également à rétablir les réseaux sociaux et politiques des personnes déplacées

### **Plaintes contre des mégaprojets**

De nombreux projets (barrages, centrales à charbon, cimenteries, mines, fracturation hydraulique, etc.) sont prévus au Kurdistan du Nord. Ils menacent les moyens de subsistance de la population locale et risquent d'accroître encore les déplacements, les expulsions et l'exode vers les villes. Selon le MEH et contrairement à ce que prévoient des droits existants, les principaux concernés ne sont guère informés, et encore moins consultés, sur ces projets et leurs conséquences.

Aux côtés de la population visée, le MEH entend dès lors agir en justice contre certains de ces projets. Il doit à cet effet réunir une vaste documentation et rédiger des plaintes irrécusables. Ces travaux sont menés en étroite collaboration avec l'Asso-



ciation mésopotamienne des juristes (MHD). Œuvrant dans des conditions extrêmement difficiles, les membres de cette association s'attachent à défendre les droits sociaux et démocratiques de la population.

### **Il faut sauver Hasankeyf !**

En 2009, une vaste campagne internationale a poussé les Etats d'Europe occidentale, dont la Suisse, à retirer leur garantie contre les risques à l'exportation aux ventes destinées à la construction du barrage d'Ilisu. Le Gouvernement turc est parvenu à trouver d'autres moyens pour financer le projet et à lancer les travaux en 2010. Nul ne connaît cependant leur durée ni la date de la mise en eau.

En 2015, la campagne contre le barrage et pour le sauvetage de Hasankeyf a été relancée.

Après plusieurs actions au niveau local, une première journée mondiale a été célébrée le 20 septembre dans plusieurs grandes villes : Bagdad, Istanbul, Rome, Hambourg et Londres. Des plaintes ont été déposées contre les déplacements de population annoncés et un symposium consacré à Hasankeyf et à la vallée du Tigre s'est tenu à Batman en mai 2016. Il a permis d'attirer l'attention sur les problèmes irrésolus dans les domaines du logement des habitants et du sauvetage des biens culturels.

L'initiative pour le sauvetage du site prévoit de lancer une campagne afin de faire inscrire Hasankeyf au patrimoine de l'UNESCO. Au-delà du problème Ilisu/Hasankeyf, la campagne vise à montrer comment, dans sa dérive centralisatrice et autocratique, le Gouvernement turc se sert de sa politique hydraulique pour entraver l'autoadministration dans les régions kurdes et en chasser les habitants. Cette politique joue donc un rôle important dans la guerre de l'Etat turc contre la population kurde.



Efforts vers l'autosubsistance dans les villes. Photo: MEH

### **Tentative d'éviction des parlementaires kurdes**

Le 20 mai, le Parlement turc a approuvé une modification de la Constitution, qui lève l'immunité de 138 parlementaires, mais vise surtout les 59 députés du Parti démocratique des peuples (HDP), ouvertement pro-kurde. Les personnes concernées seront traduites en justice et certaines doivent s'attendre à de longues peines de prison, puisque les chefs d'accusation comprennent notamment «le soutien à des terroristes, l'incitation à la rébellion et la démagogie». On s'attend à un procès expéditif, qui privera les parlementaires reconnus coupables de leur mandat à la Chambre du peuple. Leur condamnation anéantirait d'un coup la représentation légitime, car démocratiquement élue, du peuple kurde au sein du parlement. Le président Erdogan, qui a activement soutenu le référendum, prouve une nouvelle fois qu'il ne veut pas de solution politique dans le sud-est de la Turquie. Il s'assure par ailleurs les coudées franches pour instaurer la république présidentielle de ses rêves, puisque le HDP est la principale force politique qui s'oppose à ce projet au sein du Parlement turc.

Les députés du HDP déposeront sans doute une plainte contre la décision parlementaire auprès de la Cour constitutionnelle. Pour ce faire, ils doivent toutefois obtenir l'appui d'un cinquième du parlement, soit également celui de 52 représentants d'autres partis. Le HDP ne baisse toutefois pas les bras. Son coprésident, Selahattin Demirtas, a déclaré : «Nous leur mènerons la vie dure. Nous sommes des leblebis (pois chiches grillés) durs. Ils se casseront les dents !»

### **Diyarbakir/Sur – destruction et expulsions**



Décrété en décembre 2015, un couvre-feu de plusieurs mois a asphyxié Diyarbakir. Les tirs au mortier de l'armée turque ont non seulement détruit des maisons par milliers, mais aussi des mosquées et des églises. Des dizaines de milliers de personnes ont dû s'en aller, leur départ anéantissant les structures sociales.

Sur, la vieille ville dont les habitants ont résisté pendant cent quatre jours, ne renaîtra cependant jamais de ses cendres. Ainsi en a décidé le Parlement turc lorsqu'il a approuvé, le 21 mars, l'expropriation de 90% de la cité historique. Les familles qui ont fui ne doivent plus pouvoir revenir, car la vieille ville sera construite à neuf selon un concept turc. Un représentant de la Chambre d'architecture a déclaré : «Nous avons tout lieu de craindre que les plans urbanistiques et sociaux ne visent pas à redonner vie à la cité, mais à mettre en place une structure militaire de sécurité.

**Au nom de ceux qui luttent pour la démocratie participative, l'égalité des droits et une économie écologique au Kurdistan du Nord, nous vous remercions de votre solidarité.**

## Colombie : mobilisation en faveur de la consultation populaire

La multinationale minière AngloGold Ashanti prévoit d'ouvrir l'une des dix plus grandes mines d'or à ciel ouvert du monde dans les montagnes du département de Tolima, en Colombie. Considérant les conséquences que de tels projets ont entraînées dans d'autres régions – expulsions, destruction des lieux de vie, pollution des eaux et, souvent, mainmise de groupes militaires et paramilitaires – des organisations paysannes se sont réunies au sein du Comité Ambiental en Defensa de la Vida. Sur l'initiative de ce comité, un vote a été organisé en juillet 2013 à Piedras, une commune proche de la mine projetée : 99% des votants se sont prononcés contre la mine et pour la protection de la rivière.



Colombie, mai 2016 : « Consulta popular ya » ! Divers mouvements exigent que la population soit enfin consultée sur le mégaprojet minier. Photo : Comité Ambiental

Le projet minier suscitant une vive résistance, une consultation populaire a également été annoncée pour début juin à Ibagué, capitale du département de Tolima. C'est là un succès des organisations de la base, qui demandent depuis des lustres que la population ait son mot à dire. Après la commune de Piedras, c'est la population d'une grande ville de la région concernée qui sera, pour la première fois en Colombie, appelée à se prononcer sur un mégaprojet de ce genre. Tandis que les autorités de la ville d'Ibagué ainsi que le tribunal administratif du département approuvent la tenue du scrutin, le Gouvernement colombien s'oppose à toute forme de consultation, car il entend rester seul à décider de l'octroi de concessions. Il est d'autant plus important qu'un maximum de personnes se déplacent aux urnes. Un rejet du projet par le peuple marquerait une victoire importante de l'opposition aux visées des compagnies minières. Une défaite ne ferait au contraire qu'encourager le Gouvernement colombien à poursuivre sa politique minière à marche forcée.

Lorsque nous mettions ce bulletin sous presse, la tenue de la consultation à la date prévue était encore incertaine en raison de problèmes relevant de la procédure. Appuyés par le SOLIFONDS, les mouvements populaires de Tolima ont malgré tout lancé une campagne d'information et de mobilisation.

### Grève nationale

Le 30 mai, les mouvements paysans, les syndicats, les groupements de femmes, les étudiants, les autochtones et les Afrocolombiens ont décrété une grève nationale en Colombie. Ils appellent le gouvernement à concrétiser les promesses non tenues (voir notre bulletin n° 97). Les mouvements sociaux exigent par la même occasion d'être intégrés au processus de paix. La population doit en effet prendre part aux négociations pour qu'il soit possible de trouver une solution au conflit politique et social et jeter les bases d'une société démocratique et juste.

Des informations mises à jour paraîtront sur [www.solifonds.ch](http://www.solifonds.ch).

## La violence politique s'aggrave en Colombie

« Vous avez une semaine pour quitter la région. Sinon, nous allons vous tuer comme des rats. » Ces menaces ont été adressées fin mars à des mouvements sociaux dans le sud-ouest de la Colombie, alors que deux dirigeants venaient d'être assassinés. Depuis lors, les menaces et les agressions se multiplient contre les syndicalistes, les dirigeants et les membres d'organisations paysannes, de groupements des femmes et de communautés autochtones. En même temps, les paramilitaires ont mené une « grève armée » dans différentes régions : après avoir décrété un couvre-feu, ils ont abattu cinq personnes qui avaient osé sortir dans la rue. Les groupes de paramilitaires ont également appelé à participer à une manifestation, lancée par l'ex-président Alvaro Uribe, qui visait à dénoncer les négociations de paix.

Alors qu'un accord de paix prend forme entre les FARC et le gouvernement, et que celui-ci entame des négociations avec la guérilla ELN, la violence politique s'accroît contre les mouvements sociaux et atteint des proportions terrifiantes. Il en va de même pour la criminalisation des protestations sociales, de sorte que les activistes doivent s'attendre à faire l'objet d'inculpations et d'emprisonnements (souvent basés sur des motifs forgés de toutes pièces).

Le SOLIFONDS et huit autres organisations – l'Union syndicale suisse, le Secrétariat Amérique centrale, MultiWatch, le Groupe de travail Suisse-Colombie, Action de Carême, Peacewatch, Comundo et le CETIM – ont adressé une lettre de protestation au Gouvernement colombien. Ils lui demandent de veiller à ce que les mouvements sociaux puissent exercer leurs droits, ainsi que de mettre fin à leur criminalisation et à la violence des paramilitaires.

Edition : « Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde »

Rédaction : Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Traduction : Milena Hrdina, Bienne

Impression : printoset, Zurich